

Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/4

Février 2017

Arrêté n° 2017-T342

Arrêté temporaire
Mesures de stationnement et de circulation
Opération Proreté
Quartier Centre-Figuerolles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté afin de permettre le bon déroulement de l'opération propreté quartier centre-Figuerolles ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 mars 2017**, le stationnement est interdit sur les voies suivantes :

- Rue Haguenot
- Impasse Edmond Cramausse
- Rue du Père Fabre
- Rue de Metz
- Rue Saint Blaise
- Rue Saint Antoine
- Rue Saint Etienne
- Rue Saint Honoré
- Rue du Nord
- Rue Pierre Fermaud
- Impasse Saint Joseph

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 12h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **01 mars 2017**, Rue Haguenot, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Figuerolles et la Rue du Père Fabre, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 10h00**.

La déviation des véhicules se fera par la Rue du Faubourg Figuerolles et la Rue du Père Fabre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Guillaume Janvier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T254 du **31 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau, à la demande d'ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T254 du **31 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **11 février 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le : 15 FEV. 2017


Luc ALBERNHE

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Pagézy et Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de dépose de candélabre à la demande des Services Techniques de l'Eclairage ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, Rue Pagézy, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

À compter du **08 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue de Maguelone et la Rue Durand ;
- la Rue de la République dans sa partie comprise entre la Rue Anatole France et la Rue Pagézy.

Ces dispositions sont applicables **de 22h45 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Brueys Cours Gambetta

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de livraisons périodiques de matériaux Cours Gambetta à la demande de la société ABIVER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 février 2017** et jusqu'au **31 décembre 2017** inclus, Rue Brueys sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TBM ATLANTEM

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T354

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Allée du Mourvèdre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eaux usées à la demande de VEOLIA EAU ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Allée du Mourvèdre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA EAU.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the word "MONTPELLIER" and a coat of arms. The signature is stylized and appears to be "Luc ALBERNHE".

Arrêté n° 2017-T355

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Mas de Prunet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue du Mas de Prunet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0456/T/R

**Délégation de signature
Remplacement de M. Abdi EL KANDOUSSI
par M. Gérard CASTRE
du 8 au 15 février 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 et des Adjointes le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2016/0108/T/R consenti par Monsieur le Maire à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal ;
- Considérant que Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, est absent du 8 au 15 février 2017 inclus ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Gérard CASTRE, 4^{ème} Adjoint au Maire, Officier d'état-civil, reçoit délégation du 8 au 15 février 2017 inclus :

- aux Ressources humaines de la collectivité.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06.02.2017

Monsieur le Maire

✓

Philippe SAUREL

Publié le : 07.02.2017
Notifié le :

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2017/0461/T/R

**Délégation de signature
Remplacement de M. Luc ALBERNHE
par Mme Isabelle MARSALA
du 6 au 10 février 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu l'élection des Adjoints le 29 avril 2015 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Considérant que Monsieur Luc ALBERNHE, 8^{ème} Adjoint, délégué au Cadre de vie, est absent du 6 au 17 février 2017 inclus ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Isabelle MARSALA, 5^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation au Cadre de vie, comprenant :

- La qualité du cadre de vie,
- La dénomination des rues et espaces publics,
- La coordination des travaux,
- Montpellier au quotidien.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT et de leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1^{er} Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation pour la signature de tous actes de procédures et contrats (sous réserve de la délégation spécifique relative aux marchés publics telle que précisée en article 3), concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06.02.2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 07.02.2017
Notifié le :

Arrêté n° 2017-T322

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Marels
et Rue du Mas de Verchant

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur la rue des Marels et la rue du Mas de Verchant à la demande de la Régie des Eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue des Marels est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue du Mas de Verchant est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Régie des Eaux

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T353

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Rue du Mas de Merle**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la livraison de béton à l'aide d'un camion-toupie au 135 Rue Mas de Merle à la demande de la SCI CIRTÀ ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 février 2017**, Rue du Mas de Merle, dans sa partie comprise entre la Rue Leconte de Lisle et la Rue de la Figairasse, la circulation est interdite.
La déviation des véhicules se fera par la Route de Lavérune et la Rue de la Figairasse.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T357

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de l'Acropole
et Rue d'Athènes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien du paysage arboré à la demande de D.P.B. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue d'Athènes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue de l'Acropole est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DPB.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T358

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Embouque d'Or
et Rue de la Monnaie
Mise en conformité Salle Pétrarque**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de mise en conformité de la Salle Pétrarque à la demande de la Ville de Montpellier (Direction Architecture et Immobilier) ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 avril 2017** inclus, Rue de la Monnaie, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des entreprises en charge des travaux de mise en conformité de la salle Pétrarque.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 avril 2017** inclus, Rue Embouque d'Or, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Aiguillerie et la Rue de la Petite Loge, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des entreprises en charge des travaux de mise en conformité de la salle Pétrarque.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises mandatées par la Ville de Montpellier (Direction Architecture et Immobilier).

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 avril 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de mise en conformité de la Salle Pétrarque, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320, ainsi que dans l'aire piétonne.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

08 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Brumaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 06 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de mise en place d'échafaudage à la demande de la société TALLARES ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 09 février 2017 et jusqu'au 10 février 2017 inclus, la circulation est interdite Rue Brumaire
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Vendémiaire, emprunte :

- la Place Christophe Colomb

et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 3 :

À compter du 09 février 2017 et jusqu'au 10 février 2017 inclus, Rue Brumaire, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société TALLARES

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 Février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le :

08 FÉV. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Brumaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 06 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de mise en place d'échafaudage à la demande de la société TALLARES ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 février 2017** et jusqu'au **18 février 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Brumaire
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Vendémiaire, emprunte :

- la Place Christophe Colomb

et se termine sur l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 3 :

À compter du **15 février 2017** et jusqu'au **18 février 2017** inclus, Rue Brumaire, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société TALLARES

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 Février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le :

08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T329

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue Charles Flahault

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement sur le réseau ENEDIS à la demande de ENEDIS.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 février 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, l'Avenue Charles Flahault sur une distance de 50m de part et d'autre du carrefour avec l'Impasse Valteline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ABE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA


Publié le : 08 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Marceau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement par la société ALFONSI à la demande de Madame Bouchet Marie ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 février 2017**, Rue Marceau, entre le n° 6 et le n° 8 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame BOUCHET Marie

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de déménagement de la société ALFONSI est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T341

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Général Maureilhan**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société ALFONSI pour Monsieur Liberge Alexandre ;

Arrête :

Article 1er :

Le **16 février 2017**, Rue Général Maureilhan au droit du N°18 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur Liberge Alexandre

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au dit déménagement, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire




Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Clapiès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câble en fibre optique à la demande de Sogetrel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, Rue Clapiès du côté droit dans le sens des PR croissants au droit de la rue Donnât sur 25 ml sur 5 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sogetrel

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017



Madame, l'adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Galatée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 06 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mme Barbara ATLAN ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 février 2017**, Rue Galatée au droit du numéro 101 Place du Parnasse sur 2 places de stationnement, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mme Barbara ATLAN

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au ..déménagement de Madame ATLAN...., est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le :

08 FEV. 2017



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T365

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Avenue Saint Charles
et Rue Professeur Henri Serre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien et de taille d'arbres à la demande de la Direction Paysages et Biodiversité ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, Avenue Saint Charles, le stationnement est interdit sur 30 mètres à l'avancement du chantier.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, Rue Professeur Henri Serre, le stationnement est interdit sur 30 mètres à l'avancement du chantier.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe déléguée

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Isabelle MARSALA".

Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017

Handwritten initials "BS" in the bottom right corner.

Arrêté n° 2017-T366

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint-Priest**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement de voirie à la demande du pôle Territorial de la Métropole de Montpellier Méditerranée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre la Rue Pierre Flourens et la Rue de la Carriérasse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE-TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T368

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Henri Dunant
et Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau à la demande de SOTRANASA.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, la Rue Henri Dunant est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau de la Place de la Brigade Légère du Languedoc au n°60 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOTRANASA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T369

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de l'Albigeois**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 09 février 2017 et jusqu'au 28 février 2017 inclus, la Rue de l'Albigeois est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA



Publié le : 08 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue du Mondial de Rugby 2007**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société DOSSETTO Fils ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 février 2017**, Avenue du Mondial de Rugby 2007 au droit du N°382 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société DOSSETTO Fils

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA



Publié le :

08 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T371

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Comté de Nice**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue du Comté de Nice est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T372

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Aglaé Adanson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison à la demande de A.E.N Paysages.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 mars 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Avenue Aglaé Adanson, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Frères Buhler et la Rue de Malbosc des deux côtés, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de A.E.N Paysages.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l'Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T373

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marcellin Albert
et Allée Antonin Chauliac**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue Marcellin Albert est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Allée Antonin Chauliac est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Allée Antonin Chauliac, emprunte :

- l'Avenue de Lodève
- l'Allée de Paris
- la Rue Jules Guesde
- la Rue de la Condamine
- l'Allée Pierre Carabasse

et se termine sur l'Allée Antonin Chauliac.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 6 :

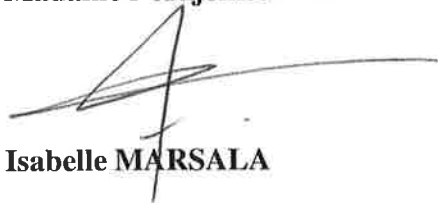
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Professeur Léon Vallois

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation de réseau à la demande du service pluvial ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, la Rue Professeur Léon Vallois, 200 mètres de part et d'autre du croisement avec la voie de TRAM, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche dans le sens Mermoz vers place du 11 novembre est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue François Périer

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de mise en place de câbles de fibre optique à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **06 mars 2017** inclus, Rue François Périer, entre le n° 4 et le n° 14, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire




Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Bologne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **25 mars 2017** inclus, la Rue de Bologne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T377

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Corse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue de Corse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l'Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T378

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marius Petipa**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, la Rue Marius Petipa est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Isidore Girard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T166 du **20 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'une deuxième phase de travaux doit être réalisée. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T166 du **20 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **22 avril 2017** inclus.

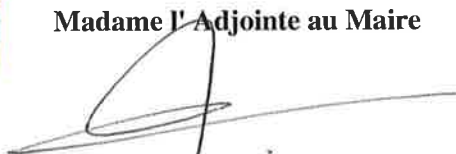
Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T380

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de l'Europe**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue de l'Europe est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 07 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T381

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Rambaud, Rue Bornier,
et Rue de la Raffinerie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement du réseau gaz à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 24 février 2017 et jusqu'au 14 mars 2017 inclus, la Rue Rambaud, dans sa partie comprise entre la Rue Bornier et la Rue Toiras est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
La déviation des véhicules se fera par la Rue de la Raffinerie.
- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 24 février 2017 et jusqu'au 14 mars 2017 inclus, Rue Bornier, dans sa partie comprise entre la Rue Rambaud et la Rue de la Raffinerie, le sens de circulation est inversé. La circulation des véhicules se fera dans le sens de la Rue Rambaud vers la Rue de la Raffinerie.

Article 3 :

À compter du **24 février 2017** et jusqu'au **14 mars 2017** inclus, Rue de la Raffinerie, le stationnement est interdit des deux côtés de la voie depuis la Rue Bornier, sur une distance de dix mètres.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sobeca.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Pralon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2016-T2660 du **21 décembre 2016** ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'une seconde phase de travaux doit être réalisée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2016-T2660 du **21 décembre 2016** sont prorogées jusqu'au **24 avril 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : **09 FEV. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Abert, Rue Paul Baron, Rue de Beau Soleil et Rue de la Pépinière

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue de Beau Soleil au droit du chantier sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue de la Pépinière au droit du chantier sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue Paul Baron au droit du chantier sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue Abert au droit du numéro 1 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFAGE.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe déléguée

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Isabelle MARSALA', written over a horizontal line.

Isabelle MARSALA

Publié le : **08 FEV. 2017**

Arrêté n° 2017-T385

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue des Frères Buhler
et Avenue de Fès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval nocturne organisé par la Maison Pour Tous Rosa Parks.

Arrête :

Article 1er :

Le **25 février 2017**, l'Avenue des Frères Buhler, dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et la Rue François Henry d'Harcourt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
 - Le stationnement est interdit.
- Ces dispositions sont applicables **de 14h00 à 22h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue des Frères Buhler, emprunte :

- la Rue François Henry d'Harcourt
- la Rue Jean-Baptiste Laquintinie
- l'Avenue Aglaé Adanson
- la Rue de Malbosc
- la Rue Tomaso Francini
- la Rue Louis Martin Berthoud

et se termine sur l'Avenue des Frères Buhler.

Article 2 :

Le **25 février 2017**, l'Avenue de Fès, dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et la Rue François Henry d'Harcourt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 14h00 à 22h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue des Frères Buhler, emprunte :

- la Rue François Henry d'Harcourt
- la Rue Jean-Baptiste Laquintinie

et se termine sur l'Avenue Aglaé Adanson.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Maison Pour Tous Rosa Parks

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T387

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Canton
et Rue Lunaret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, Rue Lunaret, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Lunaret, dans sa partie comprise entre la Rue Proudhon et la Rue du Jeu de Mail des Abbés
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lunaret, emprunte :

- la Rue Proudhon
- l'Avenue de Castelnau

et se termine sur la Rue Abert.

Article 4 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Canton
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 5 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Canton, emprunte :
• la Rue Ernest Castan.
et se termine sur la Rue Abert.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe déléguée

Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue Etienne Mehul**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de réseau, à la demande d'orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mars 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, l'Avenue Etienne Mehul, dans sa partie comprise entre la Rue de la Madeleine et l'Impasse Francis Poulenc est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 Février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T390

Arrêté temporaire
Limitation dimensionnelle
Allée de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des piétons et des vélos sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de requalification de l'A9 à la demande de VINCI ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Allée de la Méditerranée sous l'OA de l'A9, la voie sera rétrécie et maintenue pour une largeur de 1 mètre 50 minimum.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COGNAC TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA



Publié le :

08 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T391

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Guynemer
et Rue des Roitelets**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 février 2017 et jusqu'au 28 février 2017 inclus, Rue des Roitelets, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 13 février 2017 et jusqu'au 28 février 2017 inclus, Rue Guynemer, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la l'entreprise EIFFAGE.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

0 8 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T394

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Ernest Castan**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, la Rue Ernest Castan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Ernest Castan, emprunte :

- la Rue Canton
- et se termine sur la Rue Louis-Frédéric Rouquette.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la l' entreprise EIFPAGE.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des emprises des travaux d'aménagement du chantier "Hotel St Roch -Belaroia" à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 février 2017** et jusqu'au **11 mars 2017** inclus, les emprises définies et nécessaires au chantier " Hotel St Roch- Belaroia " ont les emplacements réservés sur :

- la Rue Catalan ;
- la Rue Jules Ferry et dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et l'ouvrage du passage inférieur à la Rue du Grand Saint Jean;
- la Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue Durand ;
- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre l'ouvrage supérieur au tram et la Rue Pagézy et entre la Rue Levat et la Rue Pagezy.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés sont interdits.

Article 2 :

À compter du **07 février 2017** et jusqu'au **11 mars 2017** inclus, la voie de droite est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue du Grand Saint Jean dans sa partie comprise entre l'ouvrage supérieur au tram et la Rue Pagézy ;
- la Rue Pagézy dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue Durand ;
- la Rue Jules Ferry dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et la voie du Tram.

Article 3 :

À compter du **07 février 2017** et jusqu'au **11 mars 2017** à l'intersection, de la Rue Jules Ferry et de la Rue Pagézy, les conducteurs circulant sur la Rue Jules Ferry et sortant de l'enceinte du chantier, sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres piétons et véhicules.

Article 4 :

À compter du **07 février 2017** et jusqu'au **11 mars 2017** inclus, sur la voie provisoire du parking Serm depuis la Rue Catalan vers et jusqu'à la Rue du Grand Saint Jean un sens unique est institué.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Isabelle Marsala', written over a horizontal line.

Isabelle MARSALA

Publié le :

0 8 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la République

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de la société JM Transport à la demande de Mr Jacques Mazenq ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 février 2017**, Rue de la République au droit du N°6 le véhicule est autorisé à stationner sur le trottoir pour permettre la bonne exécution de cette prestation. Toutefois la mise en sécurité des piétons devra être garantie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de .Mr Jacques Maenq

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

A compter du 8/02. et jusqu'au 18/02.inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N° 2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné aux travaux de déménagement par la société jm transport est spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line.

Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise aux normes du réseau incendie à la demande des Services Techniques de l'hydraulique urbaine ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Rue de la Méditerranée, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de la Méditerranée, dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lattes et la Rue d'Alsace. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pont de Lattes, emprunte :

- la Rue Henri René
- la Rue Louis Figuier
- la Rue du Pont de Lattes
- la Rue de Barcelone

et se termine sur la Rue Isidore Girard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Boulevard Jacques Fabre de Morlhon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T73 du **13 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'entretien des espaces verts en bordure de voirie, à la demande de du Service Espaces Verts de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :


À compter du **10 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T73 du **13 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **24 février 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 Février 2017

Madame l' Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté de circulation

Agence Métropole
223, rue Guglielmo Marconi
34000 MONTPELLIER
Téléphone. 04 99 54 92 20

Affaire suivie par Béatrice Caracci
Références RD132 peinture horizontale

Objet : – restriction de circulation – RD 132 – Montpellier

Le Maire de la commune de Montpellier ,

Vu l'article L 3221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route et notamment le livre 4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8^{ème} partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;

Vu l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

Vu la demande de l'entreprise AXIMUM en date du 30/01/2017, qui va effectuer des travaux de signalisation horizontale pour le compte de CD34 ;

Considérant l'obligation de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des ouvriers,

Arrête

Article 1:

La circulation de tous les véhicules sur la RD 132 du PR 7+400 au PR 9+090 sur la commune de Montpellier, du 06/02/2017 au 24/02/2017 de 21h00 à 6h00, sera réglementée conformément aux dispositions suivantes :

- la signalisation sera conforme aux fiches CM41 à CM44 du manuel du chef de chantier (guide du Setra)

Article 2:

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8° partie).

La signalisation nécessaire dans son ensemble est à la charge de l'entreprise AXIMUM, représentée par Monsieur POISEAU Hélène- 340 Avenue des Bigos - ZI du Salaison - BP 90008 - 34740 VENDARGUES. (Contact astreinte 24/24, 7J/7J POISEAU Hélène, 06 03 05 15 00) sous le contrôle de l'agence technique départementale Métropole.

Article 3:

Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4:

Monsieur le Directeur de l'agence technique Métropole placée au sein des services du Département, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui lui a été notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017



Madame l'Adjointe déléguée

Isabelle MARSALA

Ampliation

Monsieur le Directeur de pôle territorial
EDSR 34,

Arrêté de circulation

Agence Métropole
223, rue Guglielmo Marconi
34000 MONTPELLIER
Téléphone: 04 99 54 92 20

Affaire suivie par Béatrice Caracci
Références RD132 peinture horizontale

Objet : – restriction de circulation – RD 132 – Montpellier

Le Maire de la commune de Montpellier ,

Vu l'article L 3221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route et notamment le livre 4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8^{ème} partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;

Vu l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

Vu la demande de l'entreprise AXIMUM en date du 30/01/2017, qui va effectuer des travaux de signalisation horizontale pour le compte de CD34 ;

Considérant l'obligation de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des ouvriers,

Arrête

Article 1:

La circulation de tous les véhicules sur la RD 132 du PR 13+132 au PR 14+373 sur la commune de Montpellier, du 09/02/2017 au 24/02/2017 de 21h00 à 6h00, sera réglementée conformément aux dispositions suivantes :

- la signalisation sera conforme aux fiches CM141 à CM147 du manuel du chef de chantier (guide du Setra) .

Article 2:

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8° partie).

La signalisation nécessaire dans son ensemble est à la charge de l'entreprise AXIMUM, représentée par Monsieur POISEAU Hélène- 340 Avenue des Bigos - ZI du Salaison - BP 90008 - 34740 VENDARGUES. (Contact astreinte 24/24, 7J/7J POISEAU Hélène, 06 03 05 15 00) sous le contrôle de l'agence technique départementale Métropole.

Article 3:

Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4:

Monsieur le Directeur de l'agence technique Métropole placée au sein des services du Département, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui lui a été notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Fait à Montpellier, le 7 février 2017

Madame l'Adjointe déléguée



Isabelle MARSALA



Ampliation
Monsieur le Directeur de pôle territorial
EDSR 34,

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0481/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Maurie DONZELOT
Retire et remplace n°2017/0042/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Maurie DONZELOT, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Maurie DONZELOT, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 08 FEV. 2017

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 09 FEV. 2017

Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0482/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Nancy DELTOUR
Retire et remplace N° 2017/0109/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Nancy DELTOUR, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Nancy DELTOUR, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 08 FEV. 2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

**Publié le : 09 FEV. 2017
Notifié le :**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0483/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Laura VANNINI
Retire et remplace N° 2017/0111/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Laura VANNINI, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Laura VANNINI, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 08 FEV. 2017

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 09 FEV. 2017
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0484/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Brigitte ESCOFFIER
Retire et remplace N° 2017/0108/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Brigitte ESCOFFIER, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Brigitte ESCOFFIER, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 08 FEV. 2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 09 FEV. 2017

Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2017/0485/T/R

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne
Catherine DUPONT
Retire et remplace N° 2017/0112/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8, R 2122-10.

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 05 avril 2014

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Catherine DUPONT, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L 2122-30, la légalisation des signatures.

Article 2 :

Madame Catherine DUPONT, fonctionnaire territorial au Services aux Citoyens, reçoit délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 08 FEV. 2017

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 09 FEV. 2017

Notifié le :

Arrêté n° 2017-T351

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue des Apothicaires**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau ERDF à la demande de ERDF.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **9 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, l'Avenue des Apothicaires du n° 80 à la Rue Croix de Lavit est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA



Publié le :

09 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Verdun

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de l'entreprise COLAS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, la Rue de Verdun, dans sa partie comprise entre la Rue du Clos René et la Rue Jules Ferry est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
 - aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société COLAS.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Clos René, emprunte :

- la Rue Aristide Ollivier
- la Rue Sérane

et se termine sur la Rue Jules Ferry.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

A compter du 13 février 2017 et jusqu'au 3 mars 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés à l'entreprise COLAS sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

0 8 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Paul Brousse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'installation d'un poste fixe menés par la Métropole à la demande de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue Paul Brousse, dans sa partie comprise entre la Rue des Soldats et le n° 4, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Citec environnement.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T401

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Rue des Soldats**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement électrique à la demande de Enedis ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 février 2017**, Rue des Soldats, dans sa partie comprise entre la Rue Général René et la contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros pairs, la circulation est interdite.
La déviation des véhicules se fera par la Rue du Général René et la Rue Marceau.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DEBELEC Pézenas.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire




Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la circulation est interdite sur les voies suivantes :

- Rue Delmas
- Rue du Progrès
- Rue Hippolyte
- Rue Georges
- Rue Condorcet
- Rue Raoul.

Article 2 :

La fermeture des voies se fera par tronçon à l'avancement des travaux et la circulation des véhicules se fera selon les itinéraires de déviation mis en place.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEOS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Joseph Sébastien Pons

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement Erdc et la mise en place d'une nacelle à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 février 2017** et jusqu'au **16 mars 2017** inclus, Rue Joseph Sébastien Pons face au n°164 sur 15 mètres, et selon les nécessités du chantier, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

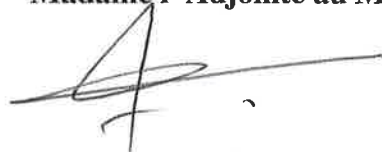
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 08 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA

Publié le : 08 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T406

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue de Castelnau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de M. Michael VOURIOT ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 février 2017**, Avenue de Castelnau, dans sa partie comprise entre la Rue Abert et la Rue Proudhon au droit du numéro 4 jusqu'au numéro 2, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. Michael VOURIOT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T409

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue Albert Dubout
et Avenue du Petit Train**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'entretien des espaces verts à la demande de la DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue du Petit Train, dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin des Sept Cans et l'Avenue Albert Dubout, selon les nécessités du chantier et sur des tronçons de 30 mètres maximum, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h30 à 16h30.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue Albert Dubout, dans sa partie comprise entre la Rue du Comté de Melgueil et l'Avenue du Petit Train, selon les nécessités du chantier et sur des tronçons de 30 mètres maximum, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- le stationnement est interdit.
- Ces dispositions sont applicables de 8h30 à 16h30.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DPB.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 08 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA



Publié le : 08 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T410

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Carré du Roi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de coulage d'une chape à la demande de l'entreprise Cévennes chape fluide ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, la Rue du Carré du Roi, dans sa partie comprise entre la Rue Doria et la Magnol est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite ;
La déviation des véhicules se fera par la la Rue Gérhardt, la Rue du Faubourg Saint Jaumes, et la Rue du Carré du Roi.
Ces dispositions sont applicables le temps de l'intervention de l'entreprise Cévennes chape fluide.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le :

09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T332

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marius Carrieu**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 février 2017**, la Rue Marius Carrieu depuis la Rue d'Alco vers et jusqu'à la Rue du Belvédère est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 09 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA



Publié le :

09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T334

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Balestriers**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **10 février 2017**, la Rue des Balestriers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 09 février 2017

Madame l' Adjointe au Maire



Isabelle MARSALA



Publié le :

09 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T414

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Maurin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau, à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 février 2017 et jusqu'au 28 avril 2017 inclus, l'Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Rue Joseph Cugnot et la Rue Saint Cléophas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 9 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T417

**Arrêté temporaire
Interdiction d'arrêt
Rue de Belfort**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2017/0461/T/R du 6 février 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de nettoyage dans le cadre d'une procédure du CSP à la demande du Service Communal d'Hygiène et de Santé de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, Rue de Belfort sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, au droit du N°6 l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Antigone Service

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 9 février 2017



Madame l' Adjointe au Maire


Isabelle MARSALA

Publié le : 09 FEV. 2017

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2017 ANNULATIONS DE RECRUTEMENTS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V ;
- VU le Code général des collectivités territoriales, article L 2122-21-10 ;
- VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population et particulièrement l'article 22 et 23
- VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;
- VU la DCM n° 2016 / 331 du 29 septembre 2016 concernant le recensement de la population 2017.

A R R E T E

Article 1 :

Le présent arrêté a pour objet d'annuler les arrêtés suivants concernant la nomination d'agents recenseurs :

- Julien LOPEZ
- Joséfine SIMPER

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 FEV. 2017

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée**

Lorraine ACQUIER

Publié le : 15 FEV. 2017
Notifié le :

**Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des
populations félines errantes
Quartier Centre-Ville**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Février 2017 au 31 Mars 2017 dans le quartier Centre-Ville. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :
-la Fondation 30 Millions d'Amis
-l'Ecole du Chat
-et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 10 FEV. 2017

Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 14 FEV. 2017
Notifié le :

**Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des
populations félines errantes
Quartier Croix d'Argent**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Février 2017 au 31 Mars 2017 dans le quartier Croix d'Argent. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

10 FEV. 2017

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée**



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 14 FEV. 2017

Notifié le :

**Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des
populations félines errantes
Quartier Les Cévennes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitements provoqués par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Février 2017 au 31 Mars 2017 dans le quartier Les Cévennes. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :
-la Fondation 30 Millions d'Amis
-l'Ecole du Chat
-et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 10 FEV. 2017

Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 14 FEV. 2017
Notifié le :

**Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des
populations félines errantes
Quartier Près d'Arènes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitements provoqués par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Février 2017 au 31 Mars 2017 dans le quartier Près d'Arènes. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 - Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :
-la Fondation 30 Millions d'Amis
-l'Ecole du Chat
-et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

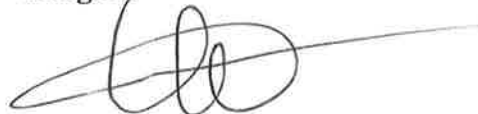
Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le 10 FEV. 2017

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée**



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 14 FEV. 2017
Notifié le :



Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes Quartier Tournezy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Février 2017 au 31 Mars 2017 dans le quartier Tournezy. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :
-la Fondation 30 Millions d'Amis
-l'Ecole du Chat
-et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

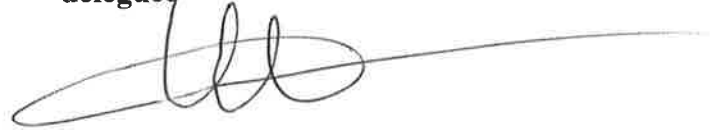
Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

-soit d'un recours gracieux auprès du Maire.

-soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Montpellier, le **10 FEV. 2017**

**Pour Monsieur le Maire et par
délégation, Madame l'Adjointe
déléguée**



Marie-Hélène SANTARELLI

Publié le : 14 FEV. 2017
Notifié le :

Arrêté n° 2017-T418

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
La contre-allée de l'avenue du Mondial 98**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Mr RANJALAHY ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 février 2017**, la contre-allée de l'avenue du Mondial 98 au droit du numéro 166 sur 2 places de stationnement, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mr RANJALAHY.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T419

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Boulevard Pedro de Luna

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câble fibre optique à la demande d'ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, le Boulevard Pedro de Luna, dans sa partie comprise entre la Rue de la Costa Dorada et la Rue de l'Ecole Républicaine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 10 Février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue des Anthémis**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement par la société les DEMENAGEURS BRETONS à la demande de Mme Rinaldetti ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 février 2017**, Rue Didion à l'angle de la rue des Anthémis au droit du N°1 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Mme Rinaldetti

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

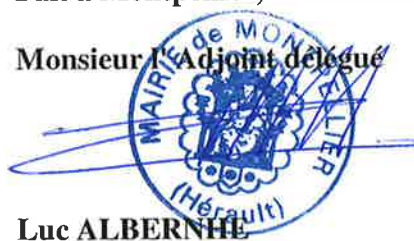
En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux ,déménagement de la société les déménageurs bretons sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 Février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 16 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T364

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Georges Clémenceau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté afin de permettre le déménagement à la demande de Monsieur GODARD Rémi ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 février 2017**, Avenue Georges Clémenceau au droit du N°13 , sur 2 places, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur GODARD Rémi.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement de Monsieur GODARD Rémi sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 Février 2017

Monsieur L. Adjoint délégué

The image shows a circular official stamp of the Mairie de Montpellier (Hérault). The text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' is visible around the top half of the circle, and '(HERAULT)' is at the bottom. In the center is a coat of arms. A blue ink signature is written across the stamp.

Luc ALBERNHE

Publié le :

16 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T382

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Place des Beaux Arts
et Rue Bernard Déléicieux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation de la Fête des Lumières ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 février 2017** et jusqu'au **26 février 2017** inclus, la Place des Beaux Arts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 2h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **25 février 2017** et jusqu'au **26 février 2017** inclus, la Rue Bernard Déléicieux, dans sa partie comprise entre la Rue de la Cavalerie et la Rue de Substantion est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 2h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Bernard Déléicieux, emprunte :

- la Rue de la Cavalerie
- la Rue de la Poésie
- la Rue du Marché aux Bestiaux

et se termine sur l'Avenue de Nîmes.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association de Quartier Beaux Arts Pierre Rouge

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 Février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué



The stamp is circular with the text 'Mairie de Montpellier' around the top and 'Hérault' at the bottom. In the center is a coat of arms. A signature in blue ink is written over the stamp.

Luc ALBERNHE

Publié le :

16 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T386

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Carnaval du quartier Figuerolles**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Carnaval du quartier Figuerolles ;

Arrête :

Article 1er :

Le 22 mars 2017 de 14h à 16h, une priorité de passage est instituée pour le défilé du carnaval du quartier Figuerolles, sur les voies suivantes :

- Place des Sonnets, place Etienne Jodelle, rue Ronsard, rue du Faubourg Figuerolles et rue Tour Gayraud.

Ces dispositions seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation de la manifestation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV, 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Palavas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement pluvial à la demande du service pluvial au sein de la DAGEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, l'Avenue de Palavas de part et d'autre du n°127 sur 50 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCAM TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Nazareth, Rue Proudhon et Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câble à la demande de SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 20 février 2017 et jusqu'au 03 mars 2017 inclus, Rue Proudhon, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 20 février 2017 et jusqu'au 03 mars 2017 inclus, Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du 20 février 2017 et jusqu'au 03 mars 2017 inclus, Rue de Nazareth, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **03 mars 2017** inclus, Rue de Nazareth, dans sa partie comprise entre la Rue du Pioch de Boutonnet et la Rue Saint Vincent de Paul, la circulation des véhicules est alternée par piquet K10, au niveau du carrefour Rue de Nazareth, Rue du 81 ème Régiment d'infanterie, Rue Saint Vincent de Paul.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL;

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T413

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Renaud de Villeneuve**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie en raison des travaux sur le réseau électrique à la demande de COMELEC ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 février 2017**, la Rue Renaud de Villeneuve est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Renaud de Villeneuve, emprunte :

- la Rue Lakanal
- la Rue de Villefranche
- la Rue Proudhon

et se termine sur la Rue Ferdinand Fabre.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COMELEC.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Cavalerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement ERDF à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, Rue de la Cavalerie au droit du numéro 5 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETINEL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

